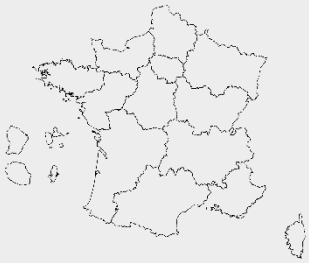
BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ
CERC
FILIÈRE CONSTRUCTION
Mesurer. Anticiper.



CONJONCTURE DE LA FILIÈRE **CONSTRUCTION**

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ



GIE RÉSEAU DES CERC
FILIÈRE CONSTRUCTION
Mesurer. Anticiper.

Conception Pôle de compétence CERC

Octobre 2026

L'ESSENTIEL DE LA CONJONCTURE | Bourgogne Franche-Comté

Des chiffres en forte corrélation avec l'actualité

La conjoncture reste contrastée, entre reprise et fragilités persistantes. La filière Construction en Bourgogne-Franche-Comté montre des signes d'amélioration dans la construction neuve de logements et de locaux, et la production de matériaux se stabilise.

Cette reprise reste toutefois inégale selon les territoires. La commercialisation des logements neufs et l'emploi demeurent des points de vigilance.

Dans le Bâtiment résidentiel, les mises en chantier progressent mais la demande reste faible. À fin août 2026, les mises en chantier de logements augmentent de 24,9 % sur douze mois, à 7 600 logements, et les autorisations de 13,0 %. Cette évolution favorable masque de fortes disparités : la Nièvre recule de 20,5 %. La commercialisation reste difficile. Au 2e trimestre 2026, les réservations des particuliers baissent de 16,0 % sur un an. Sur quatre trimestres, elles reculent de 21,0 % pour les logements collectifs et de 32,7 % pour les individuels.

Dans le Bâtiment non résidentiel, la progression est concentrée sur quelques territoires. À fin août 2026, les surfaces de locaux mises en chantier progressent de 9,7 % sur douze mois et les surfaces autorisées de 16,0 %. Les bâtiments agricoles et le secteur public soutiennent les mises en chantier, contrairement aux commerces. La dynamique est très forte en Côte-d'Or (+95,2 %) et dans l'Yonne (+40,0 %), alors que quatre départements sont en recul. La baisse des autorisations dans l'agricole et le public invite à la prudence.

Dans les Travaux publics, l'insuffisance de la demande est de plus en plus citée par les entrepreneurs malgré une apparente progression des carnets de commande. En Bourgogne, l'opinion des chefs d'entreprise se dégrade nettement au 2e trimestre 2026, et 76 % d'entre eux citent l'insuffisance de la demande. En Franche-Comté, les soldes d'opinion restent positifs. **La production de matériaux se stabilise** après une année 2025 en net recul. De janvier à juillet 2026, la production de béton prêt à l'emploi progresse de 1,7 % et celle des granulats de 0,1 %.

L'emploi recule, mais le tissu d'entreprises montre des signes de résistance. Au 2e trimestre 2026, l'emploi salarié dans la construction baisse de 2,1 % sur un an et l'intérim de 3,8 %. Les demandeurs d'emploi de catégorie A recherchant un métier de la construction diminuent de 2,0 %, alors qu'ils augmentent de 2,1 % tous secteurs confondus. Les créations d'entreprises sont dynamiques : +15,4 % sur quatre trimestres, mais cette hausse est portée par les micro-entrepreneurs. Les créations hors micro-entrepreneurs reculent de 13,7 %. Les défaillances baissent de 14,2 % sur quatre trimestres, mais restent bien au-dessus des niveaux de 2020-2021.

En conclusion, la conjoncture régionale combine la reprise des mises en chantier, une construction non résidentielle en hausse et une stabilisation des matériaux, avec une commercialisation toujours difficile et un emploi en recul. La reprise reste partielle et inégalement répartie. L'enjeu des prochains mois sera de voir si ces signaux positifs se traduisent par une amélioration durable de l'activité et une stabilisation de l'emploi.

LES INDICATEURS AU SOMMAIRE :

BÂTIMENT
- Bâtiment résidentiel
  - Construction neuve
  - Commercialisation
  - Prêts à taux zéro
- Bâtiment non résidentiel

TRAVAUX PUBLICS
- Activité récente et prévisions
- Carnets de commandes
- Contraintes de production

MATÉRIAUX
- BPE, Ciments, Granulats

APPAREIL DE PRODUCTION
- Emploi salarié et intérimaire
- Demandes d'emploi
- Créations et défaillances d'entreprises

FICHES DÉPARTEMENTALES :

- CÔTE-D'OR
- DOUBS
- JURA
- NIÈVRE
- HAUTE-SAÔNE
- SAÔNE-ET-LOIRE
- YONNE
- TERRITOIRE DE BELFORT

CERC BFC

19 avenue Francoise Giroud

21 000 DIJON

06 25 12 46 77

contact@cercbfc.fr

Notre site : cerc-bfc.fr

Le site du GIE Réseau des CERC

Les 5 tendances clés du mois…

+24,9%	**+9,7%**	**-16%**	**-2,1%**	**+1,7% ; +0,1%**
Logements : un rebond des mises en chantier	**Locaux non résidentiels : une reprise inégalement répartie**	**Logement neuf : une commercialisation toujours en crise**	**Emploi : une contraction qui se poursuit**	**Matériaux (BPE et granulats) : une activité en demie-teinte**

CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE

	Bourgogne-Franche-Comté			France		
Bâtiment résidentiel - construction neuve						
Logements mis en chantier Situation à fin août 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	+24,9%	▲	7 600 lgts	+19,9%	▲	300 500 lgts
Logements autorisés Situation à fin août 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en date réelle estimée (DRE)	+13,0%	▲	10 200 lgts	+4,8%	▲	370 200 lgts
Bâtiment résidentiel - commercialisation						
Réservations de logements par les particuliers (indiv. + coll.) Au 2°trimestre 2026 (évol 1an)	-16,0%	▼	257 lgts	-2,2%	▼	17 447 lgts
Encours de logements (indiv + coll.) A la fin du 2°trimestre 2026 (évol 1an)	-7,9%	▼	2 089 lgts	+1,3%	▲	125 438 lgts
Prix des logements collectifs Au 2°trimestre 2026 (évol 1an)	-0,2%	=	3 732 €/m²	+1,1%	▲	4 996 €/m²
Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro						
Travaux liés à l'éco-PTZ De janvier à la fin du 4°trimestre 2025 (évol 1an), en M€	+13,1%	▲	174,58 M€	+14,5%	▲	2 561,28 M€
Bâtiment non résidentiel - construction neuve						
Surface de locaux mis en chantier Situation à fin août 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)	+9,7%	▲	821 mill. m²	+4,1%	▲	20 778 mill. m²
Surface de locaux autorisés Situation à fin août 2026 Cumul 12 mois (évol 1an), en milliers de m², en date de prise en compte (DPC)	+16,0%	▲	1 669 mill. m²	-4,7%	▼	35 843 mill. m²
Travaux publics						
Activité récente* Au 2°trimestre 2026 (évol historique même trimestre, solde d'opinion)	▼ -53 ▲ +13				▼	-36
Prévisions d'activité* Pour le 3°trimestre 2026 (évol historique même trimestre, solde d'opinion)	▼ -38 ▲ +10				▼	-34
Carnets de commandes* Au 2°trimestre 2026 (évol 1an), moyenne des 4 derniers trimestres en nombre de mois	▲ 5,2 ▲ 4,7			-0,5 mois	▼	6,8 mois
Matériaux						
Production BPE Production de BPE entre janv. et juil. 2026 (évol 1an), en m3	+1,7%	▲	720 855 m3	-4,8%	▼	18 754 644 m3
Production Granulats Production de Granulats entre janv. et juil. 2026 (évol 1an), en milliers de tonnes	+0,1%	=	10 835 kt	-3,2%	▼	158 618 kt
Appareil de production						
Emplois salariés dans la construction A la fin du 2°trimestre 2026 (évol 1an)	-2,1%	▼	53 568 sal.	-1,4%	▼	1 578 408 sal.
Intérimaires Construction Moyenne 3 mois à fin Juin 2026 (évol 1an)	-3,8%	▼	4 036 ETP	-4,9%	▼	129 631 ETP
Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A) Au 2°trimestre 2026 (évol 1an)	-2,0%	▼	6 728 DEFM	-1,4%	▼	203 048 DEFM

*Indicateurs régionaux correspondant respectivement aux régions Bourgogne et Franche-Comté

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE DE LOGEMENTS

La construction neuve de logements (date réelle estimée)	Cumul 12 mois à fin août 2026	Evol 1 an	
Total logements commencés	**7 600 lgts**	**+24,9%**	▲
Dont individuels purs	2 600 lgts	+24,8%	▲
Dont individuels groupés	1 100 lgts	+8,0%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	3 900 lgts	+30,5%	▲
Total logements autorisés	**10 200 lgts**	**+13,0%**	▲
Dont individuels purs	3 600 lgts	+21,6%	▲
Dont individuels groupés	1 500 lgts	+7,6%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	5 100 lgts	+9,2%	▲

+24,9% ▲

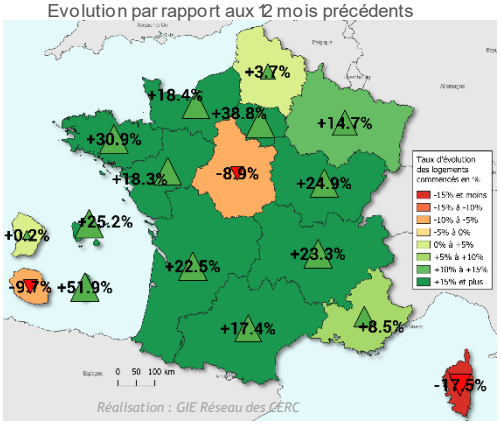
EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

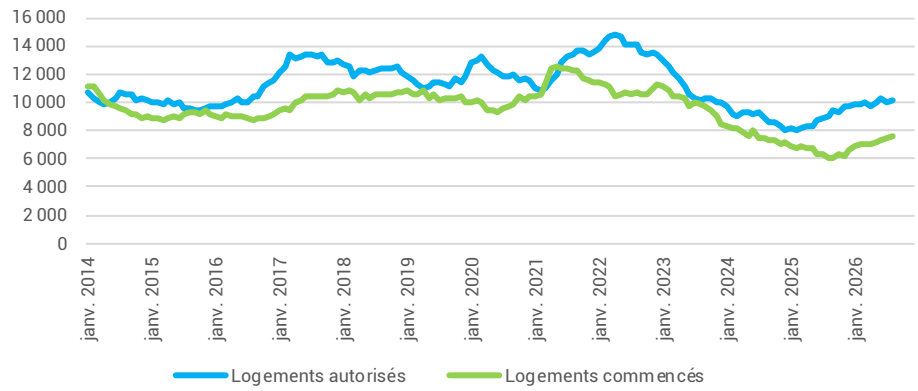
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN AOÛT 2026)

7 600 lgts

Logements commencés sur 12 mois à fin août 2026
Evolution par rapport aux 12 mois précédents

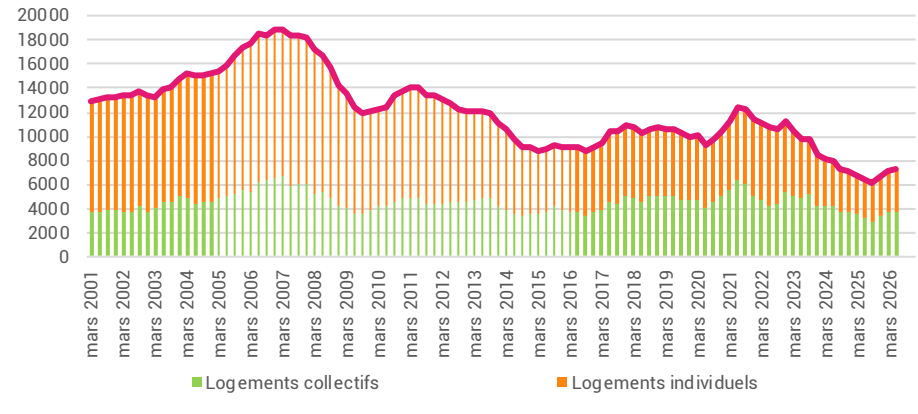


Construction neuve de logements cumul 12 mois
Unité : 1 logement



Avertissement : Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

Mises en chantier de logements cumul 12 mois
Unité : 1 logement



+13,0% ▲

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

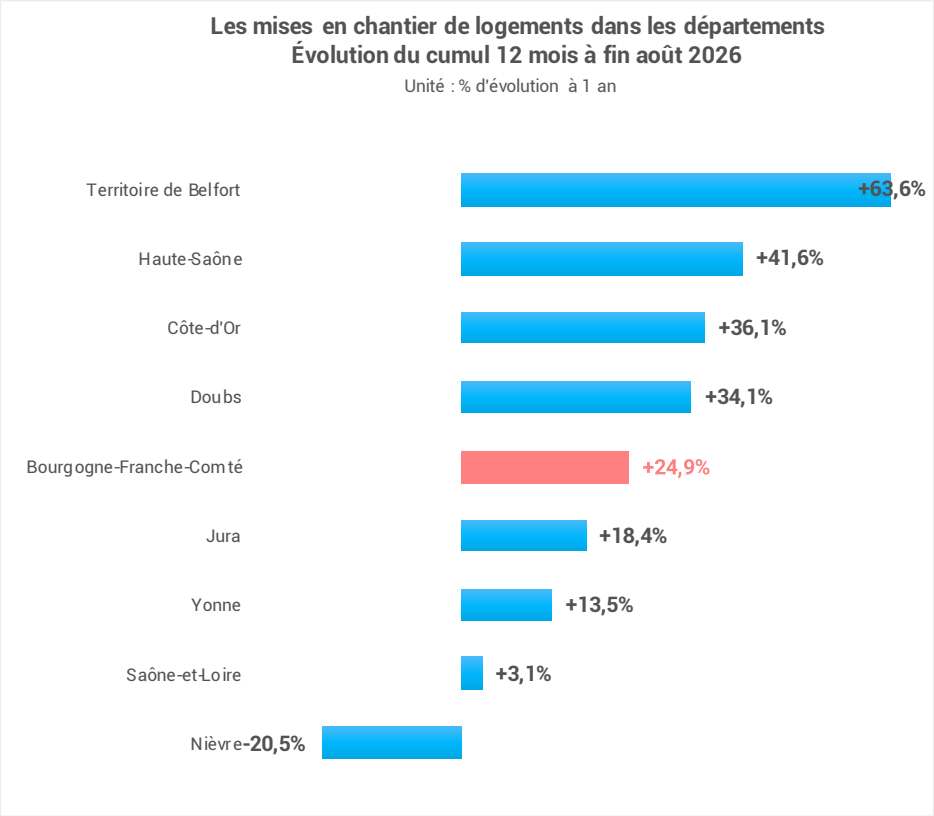
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN AOÛT 2026)

10 200 lgts

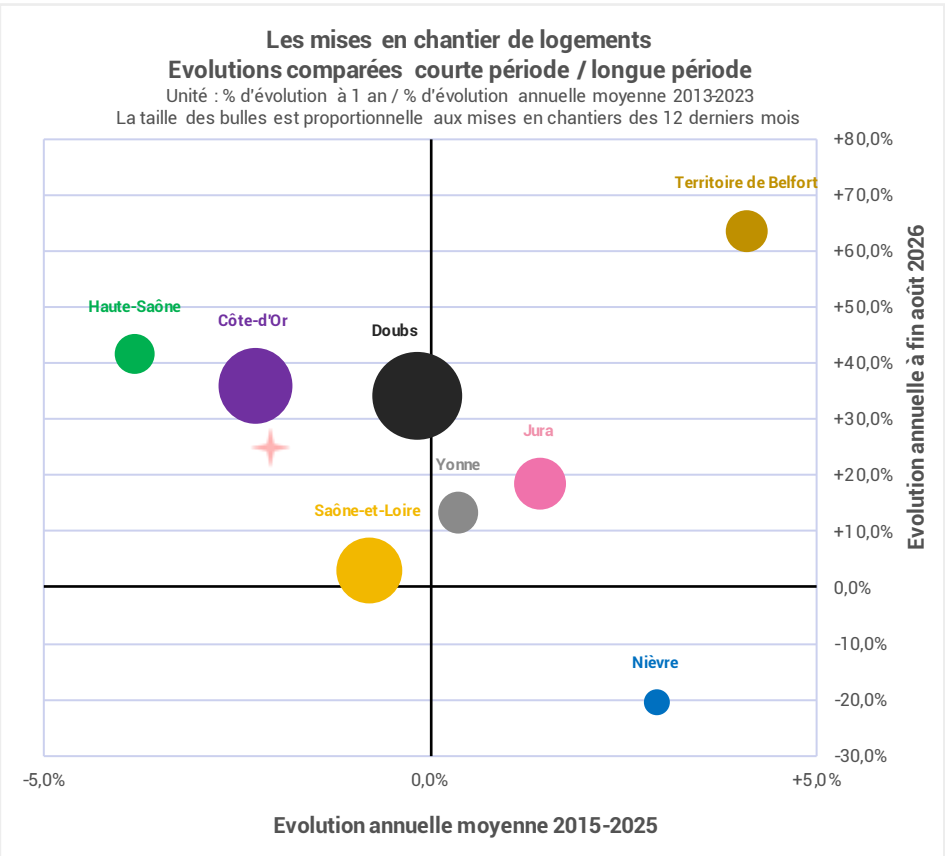
Source :
SDES, Sit@del2,
estimations à fin août 2026

La chute vertigineuse des mises en chantier semble s'inverser mais les volumes, même à la hausse, sont observés largement en dessous de ce que l'on pu dénombrer par le passé. Tendre vers les 8 000 logements mis en chantier, nous laisse cependant dans une certaine nostalgie du passé. Ainsi en 2007, la barre des 18 000 logements mis en chantier était largement franchie.

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE DE LOGEMENTS



Une forte progression des mises en chantier de logements en Bourgogne-Franche-Comté, malgré des disparités territoriales marquées.
À fin août 2026, le cumul des mises en chantier de logements sur les douze derniers mois affiche une progression de 24,9 % en Bourgogne-Franche-Comté, témoignant d'une dynamique favorable à l'échelle régionale. Cette évolution positive masque toutefois des situations contrastées selon les départements. Le Territoire de Belfort enregistre la plus forte progression, avec +63,6 %, suivi de la Haute-Saône (+41,6 %), de la Côte-d'Or (+36,1 %) et du Doubs (+34,1 %). Ces quatre territoires affichent des hausses supérieures à la moyenne régionale. Le Jura (+18,4 %) et l'Yonne (+13,5 %) connaissent également une évolution positive, mais plus modérée. La Saône-et-Loire se distingue par une progression limitée à +3,1 %, tandis que la Nièvre est le seul département à enregistrer un recul des mises en chantier, de 20,5 %.Ainsi, si la tendance régionale est nettement orientée à la hausse, l'intensité de la reprise demeure inégale selon les territoires. Ces évolutions doivent néanmoins être interprétées avec prudence, les variations en pourcentage pouvant être fortement influencées par le nombre de logements mis en chantier au cours de la période de référence.



Mises en chantier de logements : une dynamique récente globalement favorable, mais contrastée selon les territoires.
La comparaison entre l'évolution annuelle moyenne des mises en chantier sur la période 2015-2025 et celle observée à fin août 2026 met en évidence des trajectoires départementales différenciées. Le Territoire de Belfort se distingue nettement, avec une forte progression récente, de l'ordre de +63 %, qui contraste avec une tendance moyenne de long terme également positive. La Côte-d'Or et la Haute-Saône affichent elles aussi des évolutions récentes favorables, supérieures à +35 %, malgré des trajectoires historiques différentes. Le Doubs présente également une hausse marquée, tandis que le Jura et l'Yonne enregistrent des progressions plus modérées. À l'inverse, la Nièvre connaît un recul récent proche de 20 %, en rupture avec la dynamique observée dans la majorité des autres départements. La Saône-et-Loire se caractérise par une évolution récente quasi stable, après une tendance moyenne de long terme légèrement négative. Dans l'ensemble, ce graphique souligne une amélioration récente des mises en chantier dans la plupart des départements de la région, sans pour autant effacer les disparités territoriales. La lecture croisée des deux périodes permet ainsi de distinguer les territoires où la dynamique récente prolonge une tendance favorable de ceux où elle traduit un redressement ou, au contraire, une dégradation de la situation.

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS

La commercialisation de logements neufs collectifs aux particuliers	2° trimestre 2026 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente(1)	349 lgts	+85,6%	▲
Réservations(2)	246 lgts	-10,2%	▼
Stock disponible(3) *(à la fin du trimestre)*	1 869 lgts	-6,5%	▼
Délai d'écoulement de l'encours(4)	23,7 mois	+2,7 mois	▲
Prix des logements collectifs	3 732 €/m²	-0,2%	=
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	1 022 lgts	+6,6%	▲
Réservations	907 lgts	-21,0%	▼
Annulations des réservations à la vente(5)	110 lgts	-7,6%	▼

-21,0% ▼

EN 1 AN

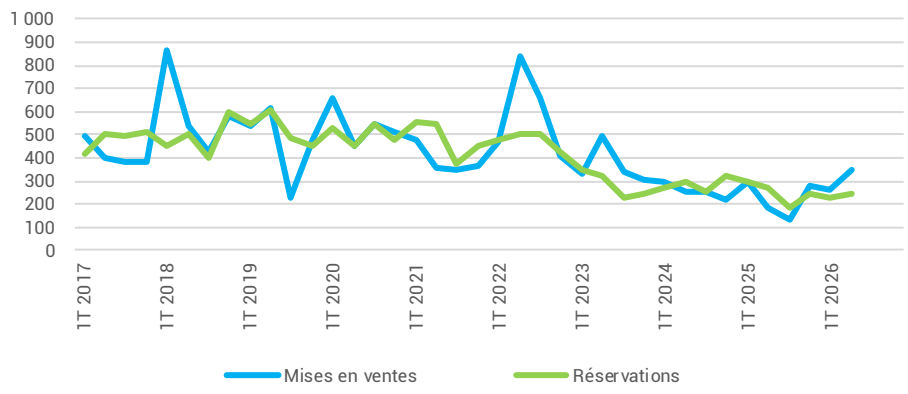
RESERV. LOGEMENTS COLLECTIFS

CUMUL 4 TRIM AU 2°TRIM. 2026 (évol 1an)

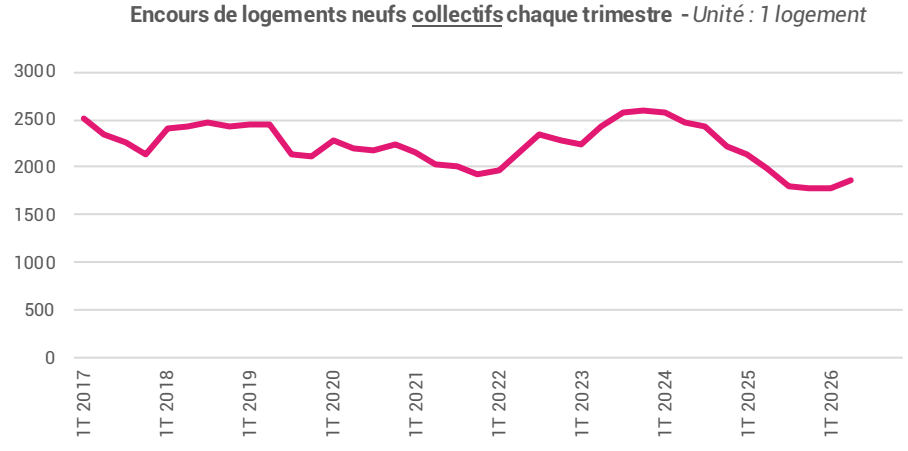
907 lgts

Au 2e trimestre 2026, le marché du logement neuf individuel demeure en difficulté. Malgré une légère hausse des mises en vente (+4,2 % sur un an, soit 25 logements), celles-ci reculent de 46 % sur les quatre derniers trimestres. Les réservations chutent fortement, avec seulement 11 logements au trimestre (-65,6 % sur un an) et une baisse de 32,7 % sur quatre trimestres, confirmant la faiblesse persistante de la demande. Le stock disponible diminue de 18,8 %, à 220 logements, mais le délai d'écoulement atteint 42,6 mois, en hausse de 17,7 mois sur un an, traduisant des difficultés de commercialisation persistantes. Par ailleurs, les annulations de réservations progressent de 15,4 % sur quatre trimestres. En définitive, le marché reste fortement déprimé, marqué par une demande atone, un recul des ventes et des délais d'écoulement particulièrement longs. La légère reprise des mises en vente ne permet pas, à ce stade, d'envisager un redressement durable.

Commercialisation de logements neufs collectifs chaque trimestre - *Unité : 1 logement*



Encours de logements neufs collectifs chaque trimestre - *Unité : 1 logement*



Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

Avertissements :

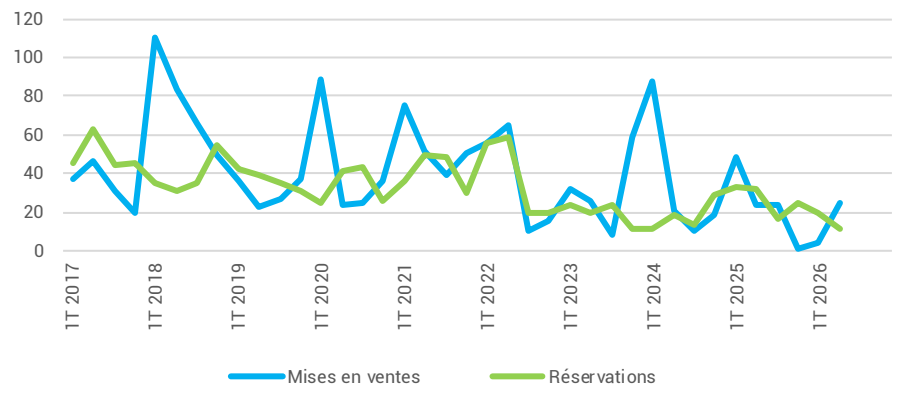
L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente. Par ailleurs, les données sur la commercialisation des logements neufs auprès des particuliers incluent désormais les logements neufs rénovés et réhabilités, c'est-à-dire issus de la construction sur existant. En 2022, ces logements représentent, au niveau France, 9% du marché du logement neuf auprès des particuliers

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS

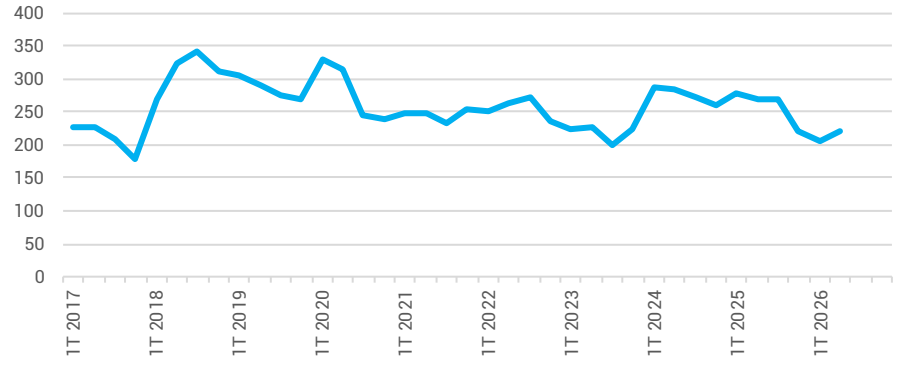
La commercialisation de logements neufs individuels aux particuliers	2° trimestre 2026 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Mises en vente(1)	25 lgts	+4,2%	▲
Réservations(2)	11 lgts	-65,6%	▼
Stock disponible(3) *(à la fin du trimestre)*	220 lgts	-18,8%	▼
Délai d'écoulement de l'encours(4)	42,6 mois	+17,7 mois	▲
Prix des logements individuels	0 €/lot	-100,0%	▼
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Mises en vente	54 lgts	-46,0%	▼
Réservations	72 lgts	-32,7%	▼
Annulations des réservations à la vente(5)	15 lgts	+15,4%	▲

Au 2e trimestre 2026, le marché du logement neuf individuel demeure en difficulté. Malgré une légère hausse des mises en vente (+4,2 % sur un an, soit 25 logements), celles-ci reculent de 46 % sur les quatre derniers trimestres. Les réservations chutent fortement, avec seulement 11 logements au trimestre (-65,6 % sur un an) et une baisse de 32,7 % sur quatre trimestres, confirmant la faiblesse persistante de la demande. Le stock disponible diminue de 18,8 %, à 220 logements, mais le délai d'écoulement atteint 42,6 mois, en hausse de 17,7 mois sur un an, traduisant des difficultés de commercialisation persistantes. Par ailleurs, les annulations de réservations progressent de 15,4 % sur quatre trimestres. En définitive, le marché reste fortement déprimé, marqué par une demande atone, un recul des ventes et des délais d'écoulement particulièrement longs.

Commercialisation de logements neufs individuels chaque trimestre
Unité : 1 logement



Encours de logements neufs individuels chaque trimestre
Unité : 1 logement



-32,7% ▼

EN 1 AN

RESERV. LOGEMENTS INDIVIDUELS

CUMUL 4 TRIM AU 2°TRIM. 2026 (évol 1an)

72 lgts

Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente. Par ailleurs, les données sur la commercialisation des logements neufs auprès des particuliers incluent désormais les logements neufs rénovés et réhabilités, c'est-à-dire issus de la construction sur existant. En 2022, ces logements représentent, au niveau France, 9% du marché du logement neuf auprès des particuliers

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS

La commercialisation de logements neufs - ventes en bloc	4° trimestre 2025 - Evol 1 an		
Commercialisation au cours du trimestre			
Réservations(2)	333 lgts	-54,8%	▼
Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres			
Réservations	712 lgts	-32,6%	▼

-32,6% ▼

EN 1 AN

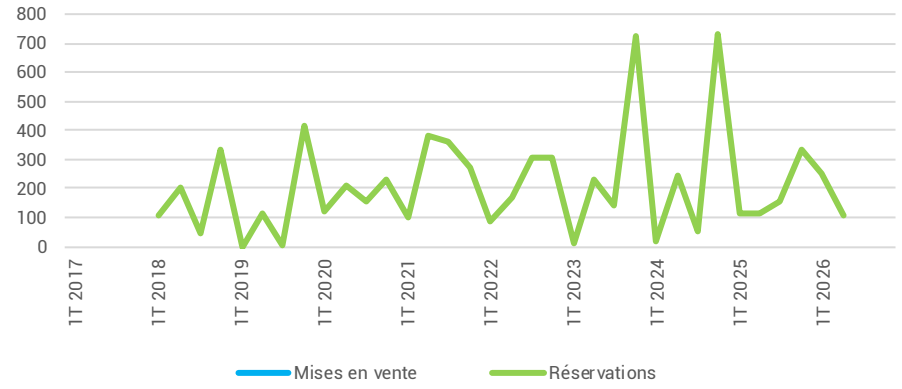
RESERV. VENTES EN BLOC

CUMUL 4 TRIM AU 4°TRIM. 2025 (évol 1an)

712 lgts

Au 4e trimestre 2025, la commercialisation des logements neufs en bloc connaît un net ralentissement. Les réservations s'établissent à 333 logements, en baisse de 54,8 % sur un an. Sur les quatre derniers trimestres, elles atteignent 712 logements, soit un recul de 32,6 %.Ces résultats traduisent une contraction marquée des ventes en bloc, confirmant les difficultés persistantes du marché du logement neuf. La forte baisse observée sur le trimestre témoigne d'un repli important des réservations, qui affecte également les résultats cumulés sur un an.

Commercialisation de logements neufs - Vente aux institutionnels (ventes en bloc) - *Unité : 1 logement*



La vente en bloc de logements neufs aux investisseurs institutionnels se caractérise par une forte irrégularité depuis 2018. Les réservations connaissent des fluctuations importantes, ponctuées de pics marqués en 2023 et 2024, sans tendance durable à la hausse. Après ces niveaux exceptionnels, elles retombent à des volumes plus modestes en 2025 et début 2026. Les mises en vente, quasiment absentes du graphique, semblent très limitées. Cette évolution traduit un marché étroit et volatil, dépendant de quelques opérations importantes. Elle souligne la difficulté à inscrire les ventes aux investisseurs institutionnels dans une dynamique régulière.

Sources :
SDES, ECLN (données brutes)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

(4) Délai d'écoulement de l'encours : délai moyen d'écoulement de l'encours de logements disponibles à la vente aux particuliers

(5) Annulations : annulations des réservations à la vente réalisées sur des trimestres antérieurs (désistements).

Avertissements :

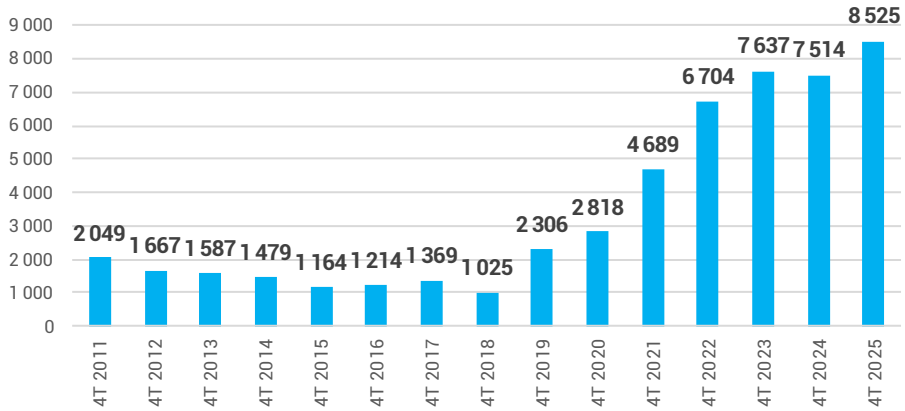
L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente. Par ailleurs, les données sur la commercialisation des logements neufs auprès des particuliers incluent désormais les logements neufs rénovés et réhabilités, c'est-à-dire issus de la construction sur existant. En 2022, ces logements représentent, au niveau France, 9% du marché du logement neuf auprès des particuliers

BÂTIMENT RÉSIDENTIEL | PRÊTS À TAUX ZÉRO

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 4° trimestre 2025 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	174,58 M€	+13,1%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	8 525 ÉCO-PTZ	+13,5%	▲

Le volume de travaux réalisés avec un financement Eco-PTZ continue de progresser au dernier trimestre de l'année 2025. Que cela soit en volume ou en valeur la progression est supérieure à 13%, ce qui est une augmentation significative même si lors de la précédente note de conjoncture on était plus proche de 20% pour ces tendances .

Distribution d'ÉCO-PTZ cumulée à la fin du trimestre depuis le début de l'année
Unité : nombre d'ÉCO-PTZ



Dans le temps, la hausse de distribution de prêts à taux zéro a été constante depuis 2019, sauf en 2024 avec une baisse observée. L'année 2025 aura permis d'atteindre un volume d'attribution de prêts jamais constaté jusqu'alors.

+13,1% ▲

DE JANVIER À FIN DU 4° TRIM. 2025
DU VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS
ECO-PTZ - EVOLUTION 1AN

174,58 M€

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.
Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.
Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

Prêts à 0% PTZ+	4° trimestre 2025 - Evol 1 an		
Dans le neuf			
Nombre de prêts délivrés	376	n.s.	
Dans l'ancien			
Nombre de prêts délivrés	616	+28,9%	▲

Au quatrième trimestre 2025, les prêts à taux zéro progressent dans l'ancien, avec 616 prêts délivrés, soit une hausse de 28,9 % sur un an. Dans le neuf, 376 prêts sont accordés. Ces résultats témoignent d'une dynamique favorable du PTZ dans l'ancien, tandis que la tendance dans le neuf ne peut être précisée à partir des données présentées.

n.s.

EN 1 AN AU 4° TRIMESTRE 2025
PRETS A 0% PTZ+
DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

376 prêts

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf.
Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

Sources :
SGFGAS (données brutes)

BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin août 2026	Evol 1 an	
Cumul 12 mois			
Total locaux commencés	821 mill. m²	+9,7%	▲
Total locaux autorisés	1 669 mill. m²	+16,0%	▲

Le volume de m² dans la construction neuve de locaux reste en progression. Concernant les locaux autorisés la progression est encore plus marquée. Les progressions à deux chiffres concernant certaines régions qui avaient été dans un passé récent en difficulté de construction neuve de locaux.

+9,7% ▲

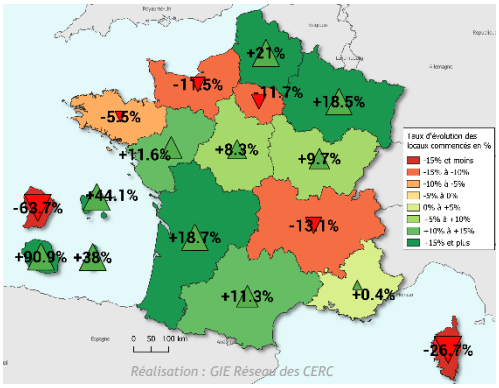
EN 1 AN

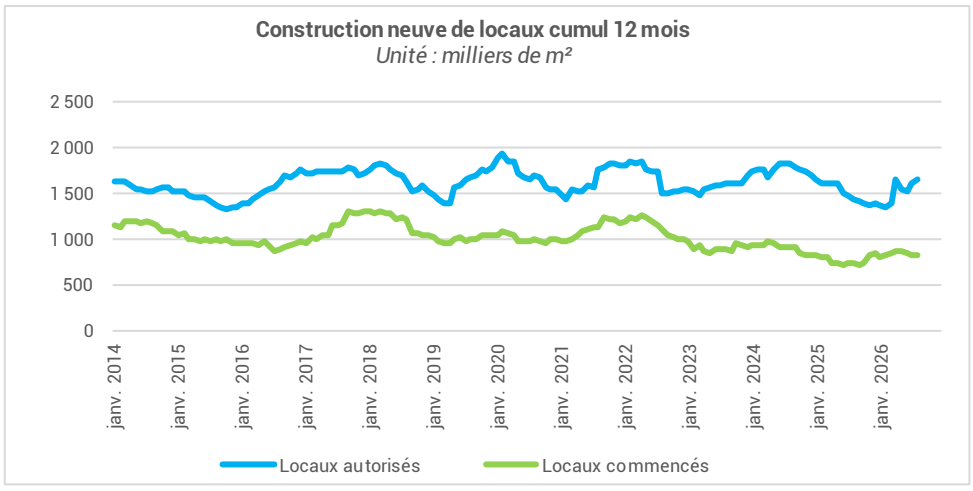
DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN AOÛT 2026)

821 mill. m²

Locaux commencés sur 12 mois à fin août 2026
Evolution par rapport aux 12 mois précédents





Globalement, les locaux autorisés restent supérieurs aux locaux commencés sur toute la période, traduisant un décalage entre projets validés et mises en chantier. Après un recul entre 2015 et 2016, les autorisations repartent à la hausse jusqu'en 2018, avant de connaître des fluctuations marquées. Un pic est observé autour de 2021-2022, suivi d'un repli progressif jusqu'en 2026. Les locaux commencés suivent une tendance similaire mais avec une amplitude plus faible. Depuis 2022, une baisse plus nette des mises en chantier est visible, suggérant un ralentissement de l'activité réelle. L'écart persistant entre autorisations et démarrages reflète des délais ou des incertitudes dans la concrétisation des projets. Enfin, la fin de période se caractérise par un niveau relativement bas, confirmant un tassement du secteur

+16,0% ▲

EN 1 AN

DES AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN AOÛT 2026)

1 669 mill. m²

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin août 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux commencés	821 mill. m²	+9,7%	▲
Bâtiments agricoles	167 mill. m²	+17,9%	▲
Commerces	137 mill. m²	-3,0%	▼
Secteur public	194 mill. m²	+6,5%	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin août 2026 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
Total locaux autorisés	1 669 mill. m²	+16,0%	▲
Bâtiments agricoles	312 mill. m²	-15,6%	▼
Commerces	265 mill. m²	+1,2%	▲
Secteur public	210 mill. m²	-21,2%	▼

+9,7% ▲

EN 1 AN

DES MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN AOÛT 2026)

821 mill. m²

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

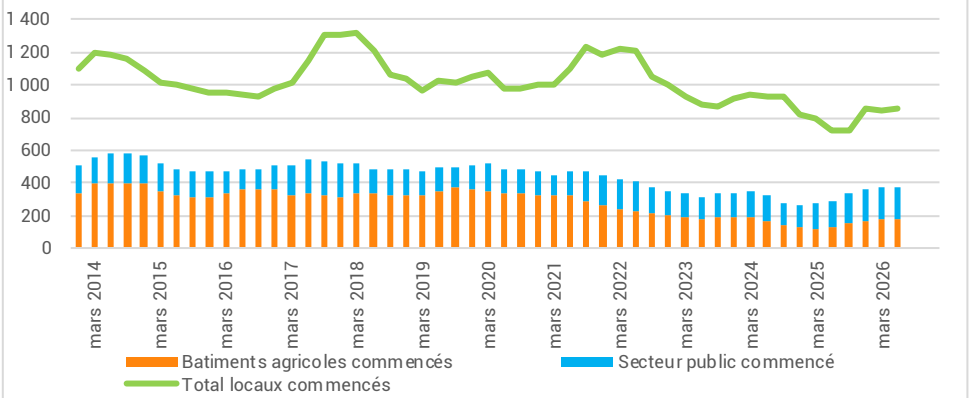
Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

À fin août 2026, les mises en chantier de locaux non résidentiels affichent une progression de 9,7 % sur douze mois, pour atteindre 821 milliers de m². Cette évolution positive est notamment portée par les bâtiments agricoles, en hausse de 17,9 %, et par le secteur public, qui progresse de 6,5 %. À l'inverse, les surfaces mises en chantier dans le secteur des commerces reculent de 3,0 %. Ces résultats traduisent une dynamique globalement favorable, mais contrastée selon les secteurs d'activité.

Les surfaces de locaux autorisés atteignent 1 669 milliers de m² à fin août 2026, soit une augmentation de 16,0 % sur douze mois. Cette progression globale masque toutefois des évolutions sectorielles divergentes. Les autorisations progressent légèrement dans le secteur des commerces (+1,2 %), tandis qu'elles diminuent fortement pour les bâtiments agricoles (-15,6 %) et le secteur public (-21,2 %).Cette évolution invite à la prudence quant aux perspectives à venir : malgré la hausse globale des autorisations, le recul observé dans deux secteurs importants pourrait peser sur les mises en chantier futures si cette tendance se confirme.

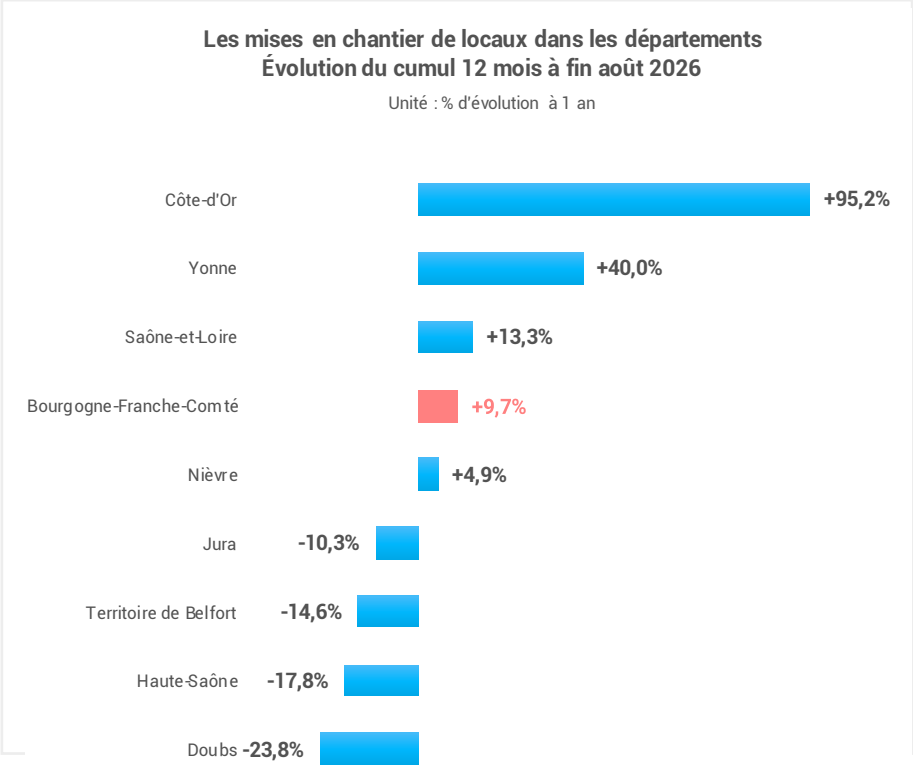
La comparaison des autorisations et des mises en chantier met en évidence des dynamiques différentes selon les secteurs. Les bâtiments agricoles bénéficient actuellement d'une forte progression des mises en chantier, malgré le recul marqué des autorisations, ce qui pourrait traduire la concrétisation de projets autorisés antérieurement. Le secteur public présente une situation similaire, avec des mises en chantier en hausse alors que les autorisations diminuent nettement. Enfin, les commerces affichent un léger rebond des autorisations, mais les mises en chantier restent en retrait.

Mises en chantier de locaux cumul 12 mois
Unité : milliers de m²

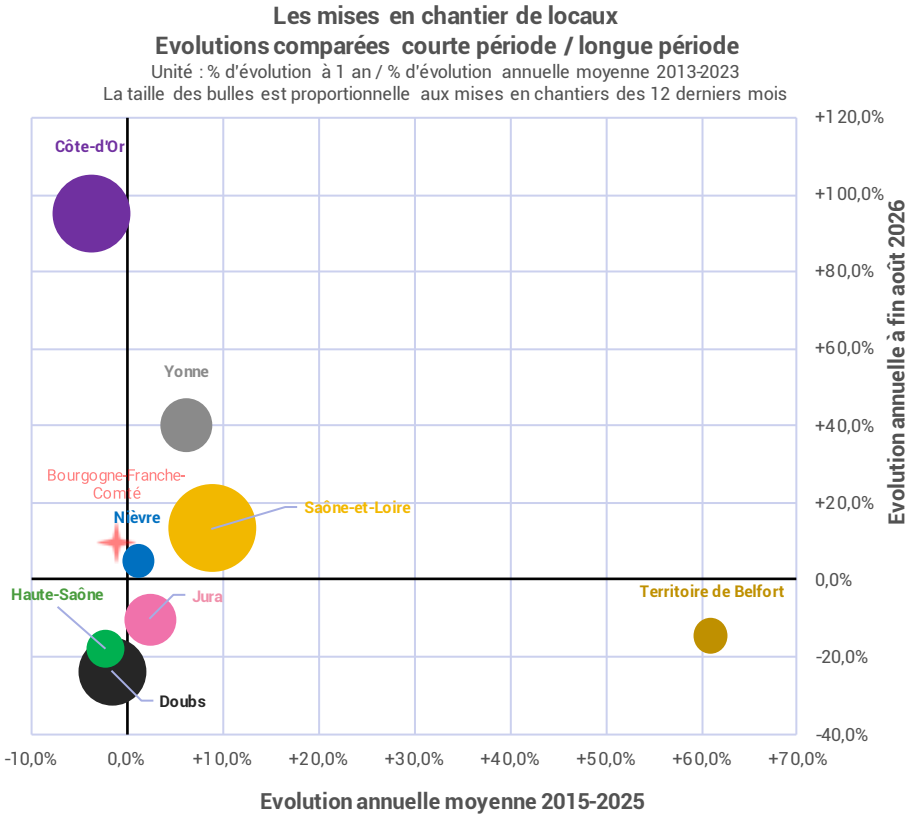


BÂTIMENT NON RÉSIDENTIEL | CONSTRUCTION NEUVE DE LOCAUX

Sources :
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)



Le cumul des mises en chantier de locaux professionnels à fin août 2026 présente des évolutions très contrastées selon les départements de Bourgogne-Franche-Comté. La Côte-d'Or se distingue par une progression exceptionnelle de +95,2 % sur un an, suivie de l'Yonne (+40,0 %) et de la Saône-et-Loire (+13,3 %). À l'inverse, cinq départements enregistrent un recul, particulièrement le Doubs (-23,8 %), la Haute-Saône (-17,8 %) et le Territoire de Belfort (-14,6 %). La Nièvre affiche une légère hausse (+4,9 %), tandis que le Jura recule de 10,3 %.À l'échelle régionale, les mises en chantier progressent de 9,7 %, traduisant une orientation favorable, mais largement portée par la forte dynamique de la Côte-d'Or et de l'Yonne. Ces résultats soulignent une répartition territoriale inégale de la dynamique de construction, avec des évolutions positives concentrées sur certains départements et une situation plus défavorable dans plusieurs autres territoires. Point de vigilance : la hausse régionale ne signifie pas nécessairement une reprise généralisée. Les évolutions en pourcentage doivent être interprétées au regard des volumes de locaux effectivement mis en chantier dans chaque département, notamment pour mesurer le poids réel de la progression exceptionnelle de la Côte-d'Or.



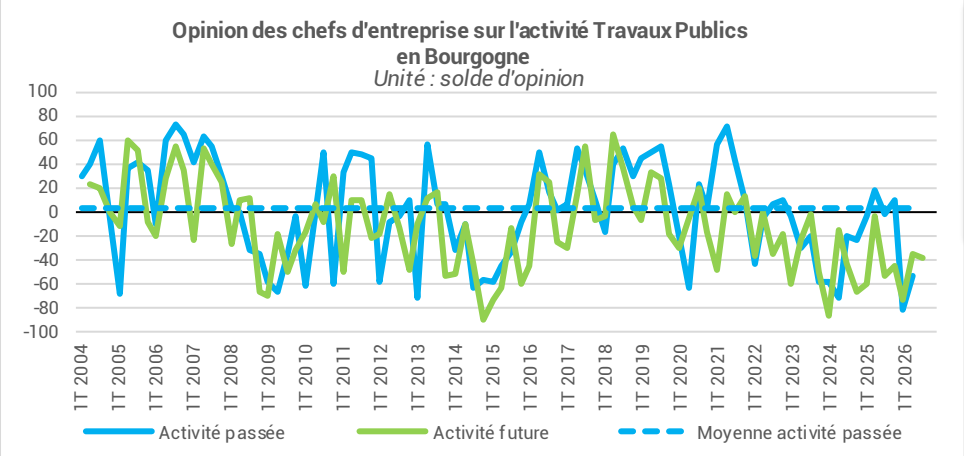
Ce graphique met en évidence des dynamiques très contrastées des mises en chantier de locaux en Bourgogne-Franche-Comté, en comparant l'évolution annuelle à fin août 2026 à la tendance annuelle moyenne observée sur la période 2015-2025. La Côte-d'Or se démarque nettement, avec une progression annuelle proche de 95 %, alors que sa tendance de long terme est légèrement négative. L'Yonne affiche également une forte hausse annuelle, de l'ordre de 40 %, malgré une évolution moyenne de long terme proche de zéro. La Saône-et-Loire présente une progression plus modérée, mais positive sur les deux périodes.

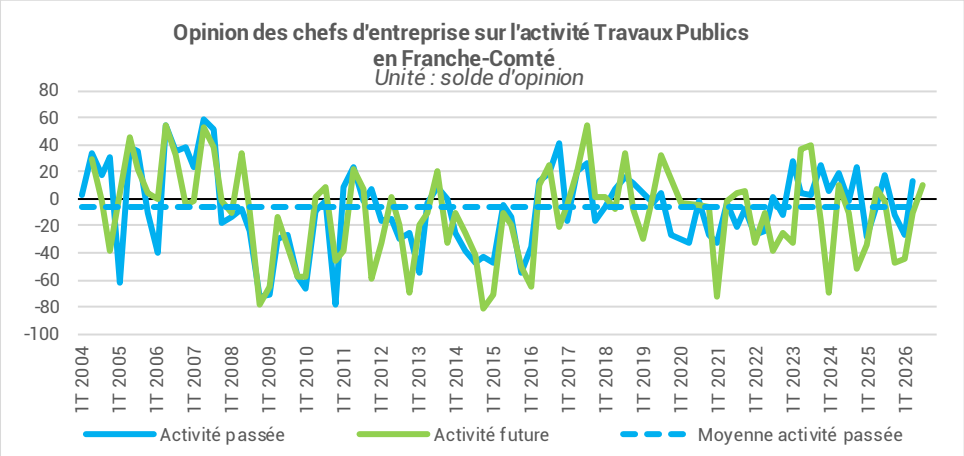
À l'inverse, plusieurs départements cumulent une évolution annuelle négative et une tendance de long terme défavorable, le Doubs et la Haute-Saône. Le Territoire de Belfort présente une situation particulière : sa tendance moyenne de long terme est fortement positive, mais les mises en chantier reculent sur la période récente. La Nièvre se situe dans une configuration plus intermédiaire, avec une évolution annuelle et une tendance de long terme légèrement positives. Dans l'ensemble, le graphique souligne le caractère très hétérogène de la dynamique régionale, entre des hausses ponctuelles marquées dans certains départements et des situations de recul dans d'autres. Les évolutions annuelles particulièrement fortes en Côte-d'Or et dans l'Yonne doivent toutefois être interprétées avec prudence, car elles peuvent être amplifiées par des volumes de référence faibles ou par quelques opérations importantes. Les bulles, proportionnelles aux mises en chantier des douze derniers mois, permettent de compléter cette lecture en tenant compte du poids relatif de chaque département.

Avertissement : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

TRAVAUX PUBLICS | OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISE

	Bourgogne				Franche-Comté			
	Evolution au 2° trim. 2026			Moyenne de longue période*	Evolution au 2° trim. 2026			Moyenne de longue période*
Activité récente (1)	-53		▼	10	13		▲	5
Prévisions d'activité (1)	-38		▼	3	10		▲	6
Effectifs futurs (1)	-31		▼	0	28		▲	6
Carnets de commandes (2)	5,2 mois	+0,4 mois	▲	4,5 mois	4,7 mois	+0,2 mois	▲	4,0 mois
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (3)	2%	-6 pts	▼	18%	22%	+21 pts	▲	18%
Entreprises citant l'insuffisance de la demande comme contrainte à l'accroissement de leur production (3)	76%	+13 pts	▲	34%	54%	+5 pts	▲	28%

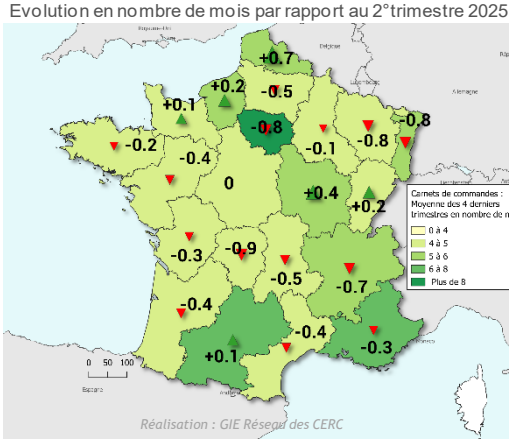




CARNETS DE COMMANDES

Bourgogne	+0,4 mois	▲
Franche-Comté	+0,2 mois	▲

Carnets de commandes au 2°trimestre 2026
Evolution en nombre de mois par rapport au 2°trimestre 2025



Au 2e trimestre 2026, l'opinion des chefs d'entreprise de travaux publics diverge fortement entre les deux territoires. En Bourgogne, le climat se dégrade nettement. Le solde d'opinion sur l'activité récente tombe à -53, contre une moyenne de longue période de +10. Les prévisions d'activité (-38) et d'effectifs (-31) sont elles aussi très défavorables. L'insuffisance de la demande est citée par 76 % des entreprises, soit 13 points de plus qu'il y a un an et plus du double de la moyenne de longue période (34 %). Seules 2 % des entreprises déclarent pouvoir accroître leur production sans contrainte. En Franche-Comté, les soldes restent positifs et supérieurs à leur moyenne de longue période, que ce soit pour l'activité récente (+13), les prévisions (+10) ou les effectifs (+28). La demande reste toutefois un frein pour 54 % des entreprises, un niveau près de deux fois supérieur à la moyenne de longue période (28 %). Les carnets de commandes, en légère hausse dans les deux territoires, contrastent avec le pessimisme des entreprises bourguignonnes. Cet écart devra être suivi dans les prochains trimestres.

Source : Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

(1) solde d'opinion (écart entre% des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse »), évolution par rapport à la moyenne de longue période
(2) moyenne des 4 derniers trimestres, en nombre de mois, évolution 1 an
(3) % d'entreprises, évolution 1 an
* Moyenne de longue période depuis 1er trim. 2004 pour le même trimestre.

MATERIAUX | BPE / GRANULATS

La production de matériaux - Evol 1 an			
Production du mois			
Production de BPE en juillet 2026	119 770 m3	-7,0%	▼
Prod. de Granulats en juillet 2026	1 722 kt	-9,0%	▼
Production depuis le début de l'année			
Production de BPE entre janv. et juil. 2026	720 855 m3	+1,7%	▲
Production de Granulats entre janv. et juil. 2026	10 835 kt	+0,1%	=

+0,1% =

entre janv. et juil. 2026

PRODUCTION DE GRANULATS

EVOL 1 AN

10 835 kt

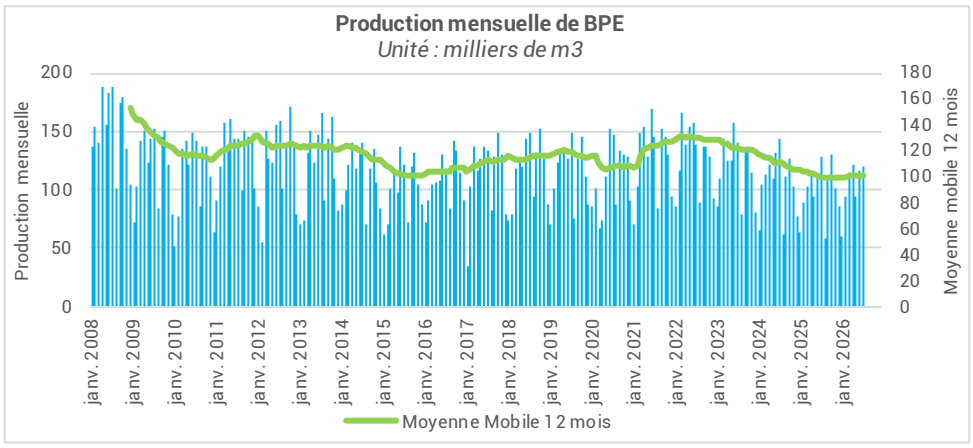
+1,7% ▲

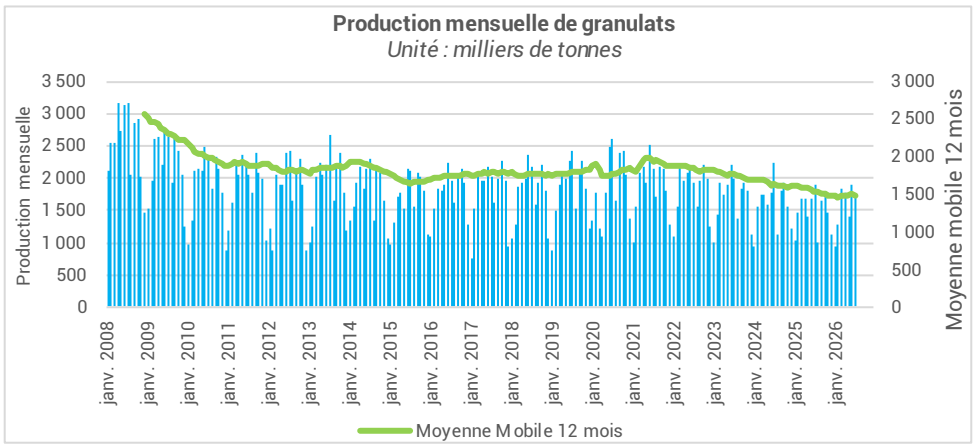
entre janv. et juil. 2026

PRODUCTION DE BPE

EVOL 1 AN

720 855 m3



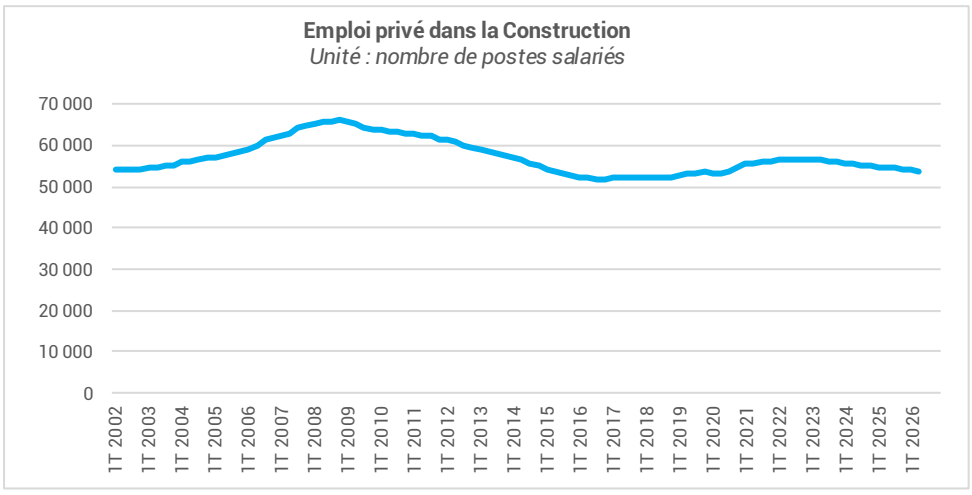


Sources :
UNICEM (données brutes, non cvs, non cjo)

Malgré un mois de juillet bien en dessous de celui de l'année dernière, la production de matériaux en BFC reste mieux engagé que l'année dernière (+1,7% pour le BPE et +0,1% pour les granulats sur les 7 premiers mois de l'année). Le niveau de production bien que stable reste cependant à un niveau historiquement bas pour ces deux produits.

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ ET INTÉRIMAIRE

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	2° trimestre 2026 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	53 568 sal.	-2,1%	▼



La progression soutenue de l'emploi salarié privé entre 2018 et 2022, avec un passage d'environ 52 000 à près de 56 500 postes, n'est plus de mise. Ainsi, l'emploi recule à partir de 2023 pour atteindre environ 54 200 postes en 2026. Cette baisse traduit un ralentissement de l'activité du secteur, après plusieurs années de croissance. Cette évolution défavorable concerne une grande partie du territoire national. En Bourgogne-Franche-Comté, la diminution de l'emploi salarié privé dans la construction est de l'ordre de 2 % sur un an. La région se situe ainsi dans une dynamique de recul, comparable à celle observée dans plusieurs régions métropolitaines. Ainsi, au deuxième trimestre 2026, la construction perd 0,8 % de ses effectifs sur un trimestre et 2,1 % sur un an. Cette évolution souligne les difficultés persistantes de la filière, notamment dans un contexte de faiblesse des mises en chantier et de ralentissement de la demande.

-2,1% ▼

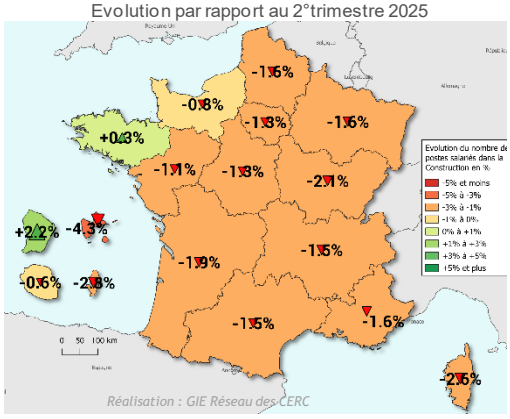
EN 1 AN

DE L'EMPLOI SALARIÉ

AU 2°TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

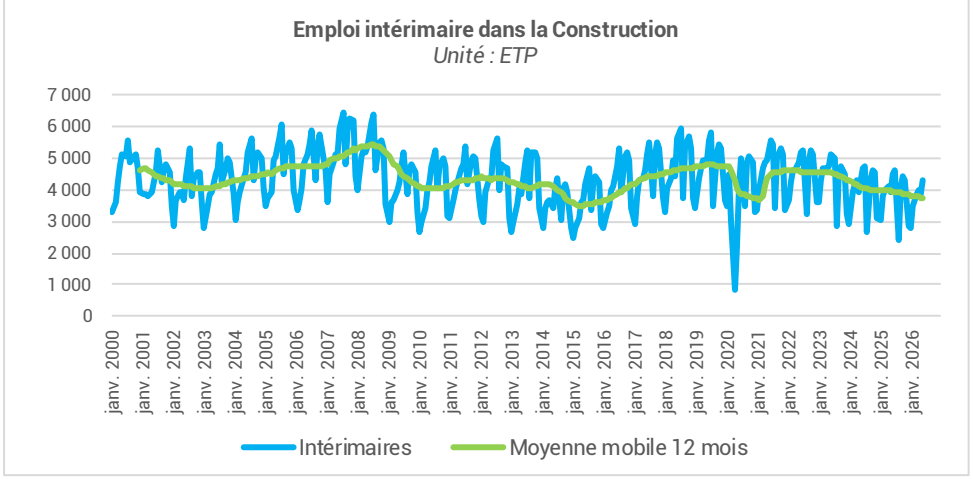
53 568 sal.

Emploi salarié dans la construction au 2°trimestre 2026
Evolution par rapport au 2°trimestre 2025



Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Juin 2026 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Juin 2026	4 283 ETP	-4,9%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Juin 2026	4 036 ETP	-3,8%	▼
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Juin 2026	3 751 ETP	-5,2%	▼



-3,8% ▼

EN 1 AN

DES INTERIMAIRES CONSTRUCTION

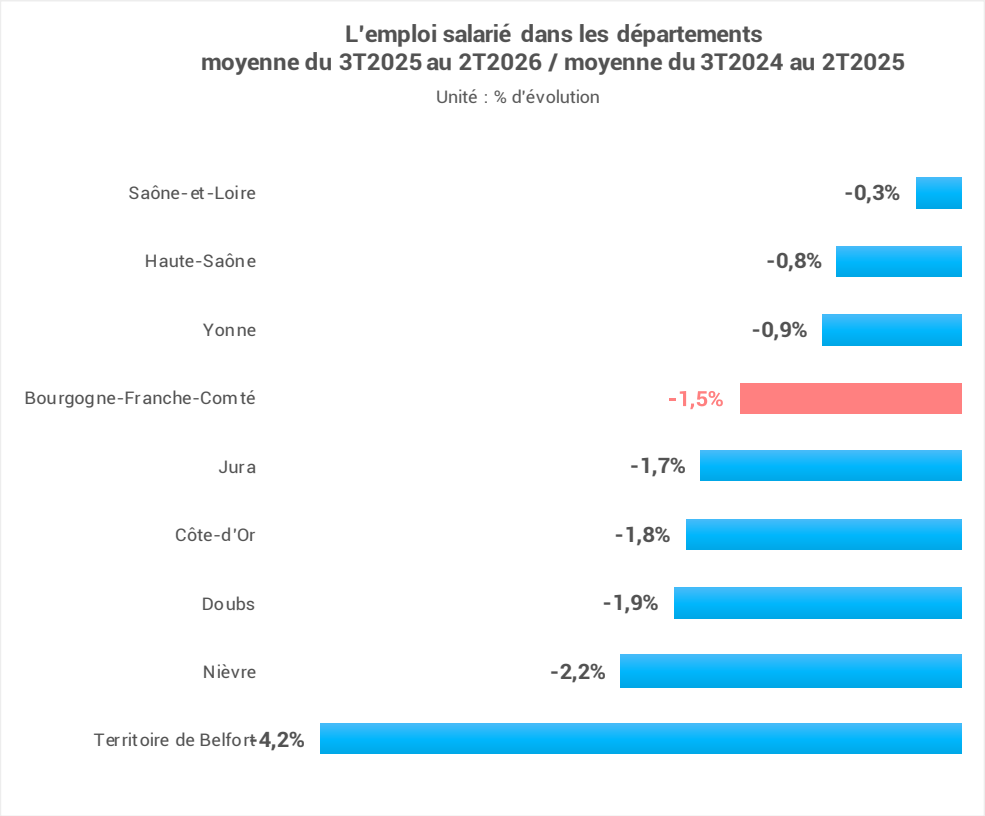
MOYENNE 3 MOIS À FIN JUIN 2026

4 036 ETP

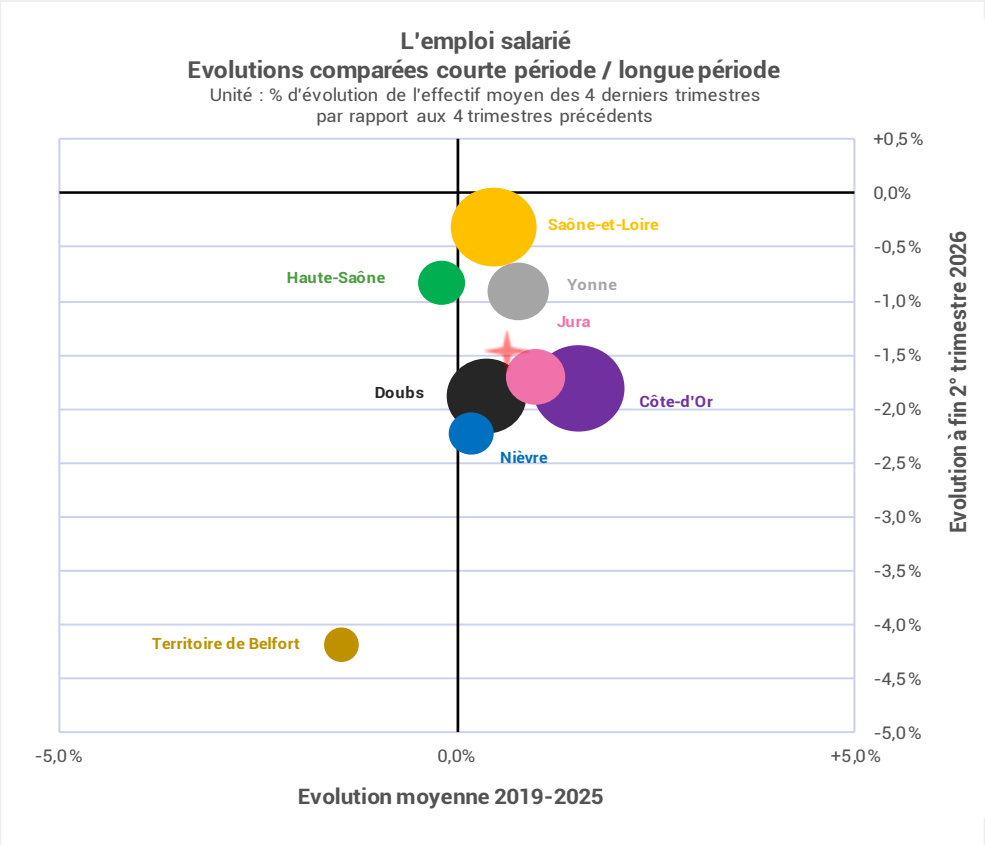
Sources :
DARES (données brutes – ETP)

APPAREIL DE PRODUCTION | EMPLOI SALARIÉ

Sources :
ACOSS – URSSAF (données cvs)
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.



On observe une baisse de l'emploi salarié dans la construction à l'échelle régionale, avec un recul de 1,5 % sur la période comparée. Les situations départementales restent toutefois contrastées. La Saône-et-Loire résiste le mieux, avec une diminution limitée à 0,3 %, devant la Haute-Saône (-0,8 %) et l'Yonne (-0,9 %). À l'inverse, le Territoire de Belfort connaît la situation la plus défavorable (-4,2 %), suivi de la Nièvre (-2,2 %), du Doubs (-1,9 %) et de la Côte-d'Or (-1,8 %). Le Jura enregistre également une baisse significative de 1,7 %.



A la dégradation récente s'ajoute, dans plusieurs départements, à une tendance déjà défavorable sur le long terme.

La Côte-d'Or, le Jura, le Doubs et la Nièvre affichent des reculs récents proches de 1,5 à 2,2 %. La Saône-et-Loire et la Haute-Saône présentent des baisses récentes moins prononcées, mais leurs trajectoires de long terme diffèrent. Le Territoire de Belfort se distingue par une évolution particulièrement défavorable sur la durée, autour de -4,2 % sur l'axe vertical et de -1,5 % sur l'axe horizontal.

APPAREIL DE PRODUCTION | DEMANDE D'EMPLOI

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	2° trimestre 2026 - Evol 1 an		
DEFM Construction	**6 728 DEFM**	**-2,0%**	▼
DEFM tous secteurs économiques	**106 039 DEFM**	**+2,1%**	▲
% Construction / Ensemble de l'activité	**6%**	**0,0 pt**	=

Les demandeurs d'emplois en fin de mois de catégorie A dans le secteur de la construction au 4ème trimestre 2025 sont moins nombreux par rapport au même trimestre de l'année précédente (-2 %). Cela ne n'est pas observé pour l'ensemble des secteurs économiques ou la progression de demandeurs d'emplois est significative (+ 2,1%).

-2,0% ▼

EN 1 AN

DES DEMANDES D'EMPLOI

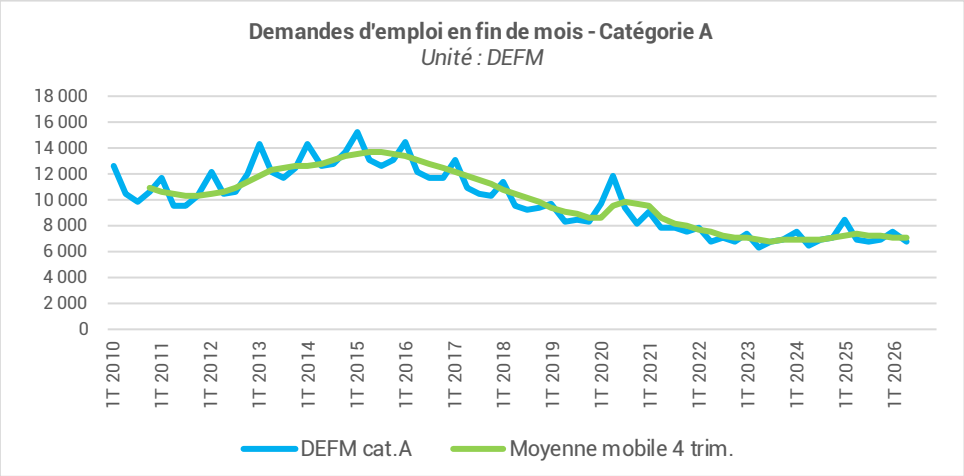
AU 2°TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

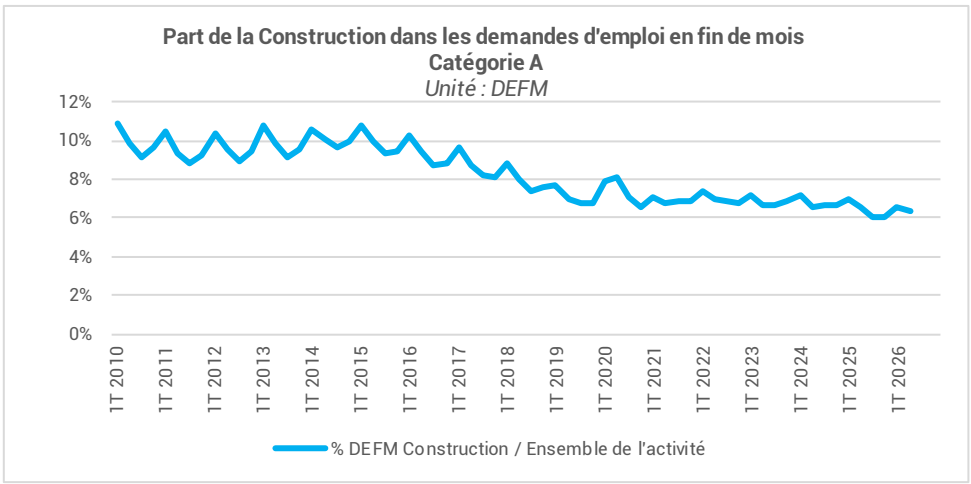
6 728 DEFM

Sources :
Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure.





APPAREIL DE PRODUCTION | CRÉATIONS ET DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	2° trimestre 2026 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	1 049 créations	+34,3%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	179 créations	-34,9%	▼
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	3 062 créations	+15,4%	▲
Dont créations hors micro-entrepreneurs	823 créations	-13,7%	▼

+34,3% ▲

EN 1 AN

DES CREATIONS D'ENTREPRISES

AU 2°TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

1 049 créations

Sources :
INSEE (données brutes)

On observe une dynamique positive pour les créations d'entreprises dans la construction en Bourgogne-Franche-Comté. Au second trimestre 2025, on compte 1 049 créations, en hausse de +34 % sur un an. Les créations hors micro-entrepreneurs chutent d'une proportion inverse (-35% ; 179 créations).

Sur l'année, le cumul atteint 2 739 créations (+15,4%), mais les créations hors micro-entrepreneurs reculent légèrement (-13,7 %, 823 créations).

-34,9% ▼

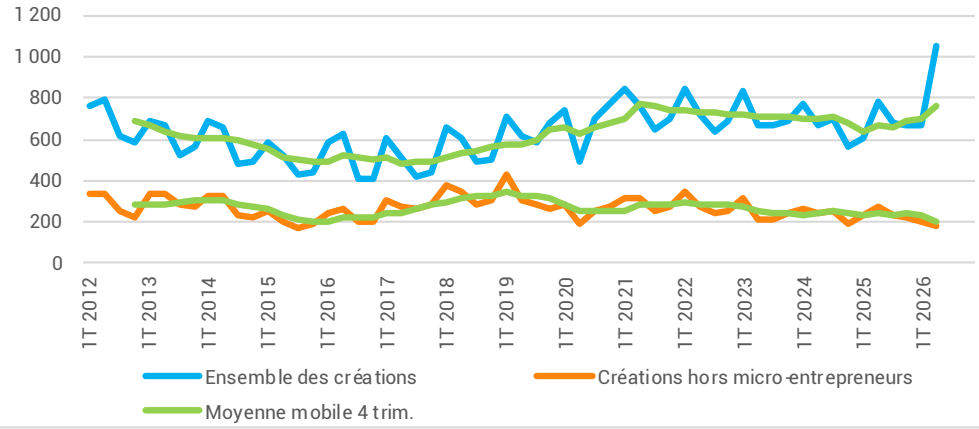
EN 1 AN

HORS MICRO-ENTREPRENEURS

AU 2°TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

179 créations

Créations d'entreprises de la Construction
Unité : nombre d'entreprises



Le nombre de créations d'entreprises dans la construction présente des fluctuations importantes depuis 2012, mais suit globalement une tendance à la hausse. Cette progression est particulièrement visible à partir de 2020, avec des niveaux qui se maintiennent généralement autour de 700 à 800 créations par trimestre. Le dernier point du graphique se distingue par un pic exceptionnel, dépassant 1 000 créations, qui devra être confirmé au regard du caractère éventuellement provisoire des données. Les créations hors micro-entrepreneurs suivent une trajectoire différente : après plusieurs variations, elles tendent à diminuer et atteignent environ 200 par trimestre en fin de période. L'écart croissant entre les deux courbes souligne ainsi le poids important des micro-entrepreneurs dans la dynamique de création d'entreprises du secteur. La moyenne mobile sur quatre trimestres confirme une activité de création globalement soutenue, malgré des fluctuations conjoncturelles. Cette évolution témoigne du dynamisme entrepreneurial de la construction, mais ne préjuge pas de la pérennité des structures créées ni de leur capacité à générer des emplois salariés.

APPAREIL DE PRODUCTION | CRÉATIONS ET DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	2° trimestre 2026 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	78 défaillances	-29,1%	▼
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	393 défaillances	-14,2%	▼

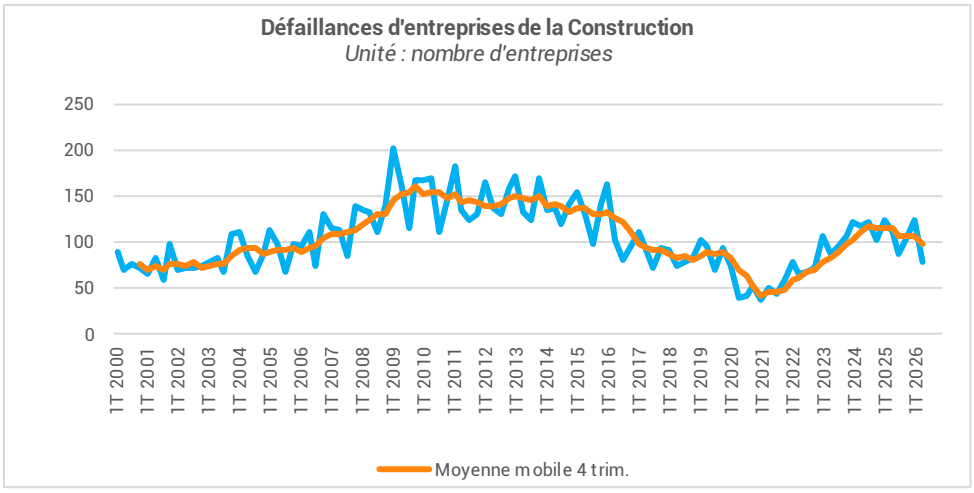
-29,1% ▼

EN 1 AN

DES DÉFAILLANCES D'ENTREP.

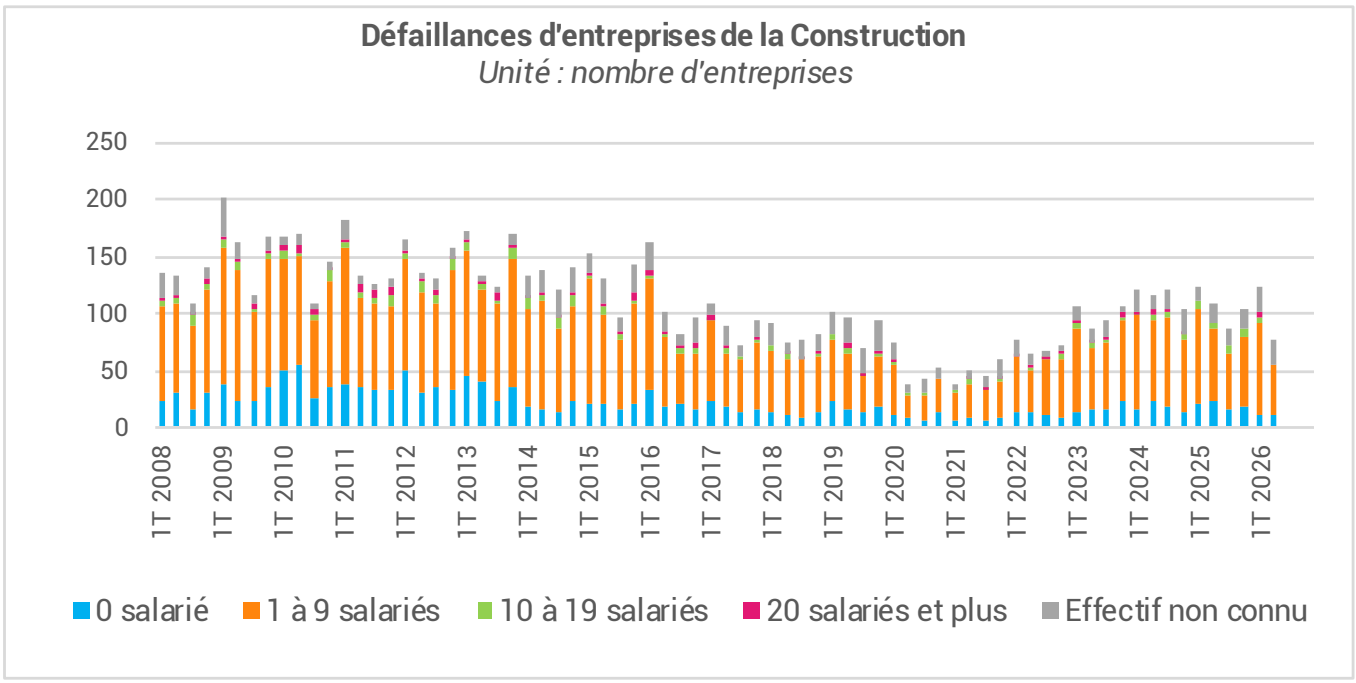
AU 2°TRIMESTRE 2026 (évol 1an)

78 défaillances



Sources :
Banque de France (données brutes)

On observe plusieurs cycles dans l'évolution des défaillances d'entreprises de la construction. Après une relative stabilité au début des années 2000, leur nombre augmente sensiblement à partir de 2007, pour atteindre un pic autour de 2009-2010, avec environ 200 défaillances sur un trimestre. Le niveau reste élevé jusqu'en 2016, avant de diminuer progressivement jusqu'en 2020-2021, période durant laquelle les défaillances atteignent un point bas, autour de 40 à 50 par trimestre. Depuis 2022, la tendance s'inverse nettement, avec une remontée des défaillances jusqu'à environ 100 à 120 par trimestre en 2024-2025. Les dernières observations montrent des fluctuations, sans retour durable aux niveaux historiquement bas du début des années 2020. Cette évolution témoigne des difficultés économiques rencontrées récemment par les entreprises du secteur.



Les structures comptant de 1 à 9 salariés représentent la majeure partie des défaillances sur l'ensemble de la période. Les entreprises sans salarié constituent également une part significative, tandis que les défaillances d'entreprises de 10 salariés et plus restent nettement moins nombreuses. Après des niveaux élevés entre 2008 et 2016, le nombre total de défaillances diminue jusqu'en 2020-2021, avant de repartir à la hausse à partir de 2022. Cette reprise touche principalement les petites structures, particulièrement exposées aux tensions de trésorerie, à la hausse des coûts et au ralentissement de l'activité. En 2024-2025, le volume des défaillances retrouve ainsi un niveau préoccupant, proche de celui observé au milieu des années 2010, même s'il reste inférieur aux pics de 2009-2010. Les données de 2026 étant susceptibles de couvrir une période incomplète, leur comparaison avec les années précédentes doit rester prudente

Pour en savoir plus… | Conjoncture de la filière Construction

Accédez à l'ensemble de la **conjoncture nationale** & les **comparaisons interrégionales** de la filière Construction sur le site :

www.cerc-actu.com

Avec le concours | Des Membres de la CERC

Avec le concours | Des Membres du GIE Réseau des CERC

Coordonnées | CERC Bourgogne-Franche-Comté

CERC Bourgogne-Franche-Comté
Centre Opérationnel : Espace coworking, 12 rue de Franche-Comté, Bâtiment C
25480 ÉCOLE-VALENTIN
Siège social : 19 av. F. Giroud | 21000 DIJON
☎ 06 76 17 01 01 – www.cerc-bfc.fr